



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Depuis de nombreuses années, les retraité.e.s subissent une dégradation importante du pouvoir d'achat due au blocage des pensions, à une augmentation de la fiscalité et à une explosion des prix. Ainsi, plus de 30% des retraité.e.s de l'Orne touchent des pensions inférieures à 1 000 € et sont contraints à des privations importantes pour boucler leurs fins de mois. La précarité gagne de plus en plus de terrain.

Face à cette situation, l'augmentation des pensions pour vivre décemment, est une urgence.

L'accès aux soins est de plus en plus compliqué dans de nombreux territoires. La désertification médicale n'est plus une image mais bien une réalité : plus de 30 % de la population, dont de très nombreux retraité.e.s, diffèrent ou annulent leurs soins faute de moyens financiers et d'accès aux structures médicales. Cette misère est largement accrue par les effets de la pandémie.

L'augmentation du nombre de praticiens, du nombre de centres de santé publics et du nombre de lits doit être immédiate pour permettre un égal accès aux soins pour tous.

De même, la prise en charge de la perte d'autonomie est indissociable d'une approche globale de la santé. Elle doit être reconnue dans la branche maladie de la Sécurité sociale avec un financement par les cotisations sociales.

Le seul moyen efficace pour combattre la pandémie de Covid-19 est une vaccination de masse partout sur notre planète qui permette d'atteindre le niveau de protection collective requis. Les vaccins sont des biens communs et ne doivent pas faire l'objet d'enjeux financiers ! C'est pourquoi le vaccin doit être gratuit et produit massivement.

Pour ce faire, nous demandons la levée de la propriété privée sur les brevets de vaccins et une campagne de vaccination à la hauteur des enjeux et gérée au niveau municipal.

Outre cela, nous nous opposons à l'âgisme, à l'incitation à opposer les générations entre elles pour masquer la responsabilité de ceux qui ont pendant des années asphyxié l'hôpital et taillé dans les ressources de la Sécurité sociale.

Par ailleurs, les services publics, qui sont la richesse des plus démunis, doivent répondre aux besoins de toutes et tous. Cela passe par des services publics de proximité et non des délégations et des privatisations plus ou moins déguisées, des services dématérialisés, dont on a pu constater lors de récents piratages l'extrême fragilité et les conséquences désastreuses.

Aussi, nous exigeons le maintien des guichets et des accueils physiques dans les administrations, et particulièrement dans le domaine de la santé, de l'action sociale, des transports et du logement.

Enfin, depuis plus d'un an dans l'Orne, le Président du Conseil Départemental n'a pas réuni le CDCA (Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie), qui regroupe les organisations de retraité.e.s et les associations, où sont notamment abordées les questions du montant des aides sociales, de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (Apa), de la carte sanitaire, de l'isolement des retraité.e.s, etc. De ce fait, nous n'avons aucune information tant sur le plan des prestations, dont certaines ont diminué, que sur le Plan Covid ou sur la mise en place du plan de vaccination...

C'est dans cette expression que les organisations syndicales et associations de retraité.e.s appellent à un rassemblement le mercredi 31 mars 2021 à Alençon, devant la préfecture à 10 heures et devant le Conseil départemental à 11 heures.

Alençon, le 19/03/2021